

## REUNION PUBLIQUE

### Vendredi 28 février à 20h à la Maison Pour Tous

Liste de rassemblement anticapitaliste  
pour les élections municipales de 2014 soutenue par  
des militant-e-s du Front de Gauche (FdG) et du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA),  
conduite par Claude Larrieu (NPA), Anne Marie Borda (PCF) et Sébastien Arcaya (PG).

*“Anglet à gauche toute” : une liste qui agit comme porte-parole du monde du travail, de ses revendications et de ses luttes, une liste au service des classes populaires et des couches les plus modestes de la population, une liste pour la rupture avec le capitalisme, ce système qui mène l’ensemble de la société droit dans le mur.*

## “ANGLET À GAUCHE TOUTE”, une liste pour combattre l’austérité

Aujourd’hui nous refusons d’accepter de Hollande et du PS ce que nous refusons hier de Sarkozy et de l’UMP. Notre liste dénonce la politique du gouvernement Hollande-Ayrault, une politique au service des grandes entreprises et de la Finance. C’est pourquoi nous nous présentons en indépendance totale par rapport à la majorité municipale sortante qui soutient et applique cette politique.

Le dernier cadeau de Hollande au patronat, ce sont les 35 milliards de cotisations familiales qu’ils ne payeront plus, 35 milliards qui représentent une partie du salaire des travailleur-euse-s... un racket manifeste! C’est d’autant plus intolérable que la misère sociale augmente chaque jour. Ainsi le “Resto du coeur” d’Anglet a vu sa fréquentation, déjà en croissance régulière ces dernières années, augmenter encore de 20 % dès le début de cet hiver. Près de 10 millions de personnes vivent en France sous le seuil de pauvreté. Pendant ce temps, les actionnaires du CAC 40 recevront 40 milliards de dividendes

### A Anglet, il faut un plan d’urgence sociale

Un tel plan d’urgence doit notamment prendre en compte :

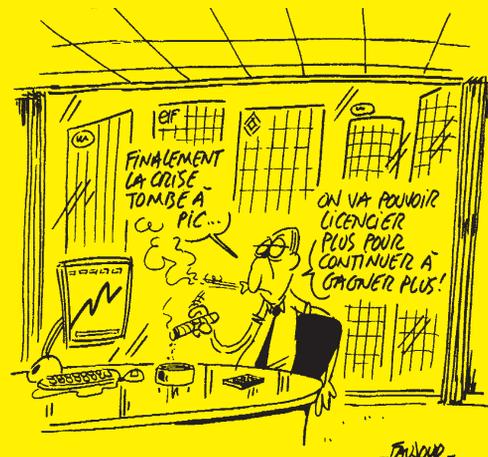
- Les besoins en logement social qui sont énormes,
- Une baisse des impôts locaux,
- Une priorité donnée aux transports en commun,
- La mise en régie d’une richesse naturelle comme l’eau,
- La fin de la politique qui privilégie systématiquement le privé aussi bien dans l’immobilier (Bouygues, Alday), que dans la gestion de l’eau (Lyonnaise des Eaux) ou celle des transports (Veolia).

Les priorités budgétaires au plan municipal doivent répondre aux besoins de la population, particulièrement des classes populaires et des ménages les plus défavorisés. **Pour “Anglet à Gauche Toute” il faut impérativement inverser la tendance.**

en 2014, les 500 plus riches familles se seront enrichies de 25% supplémentaires en 2013.

### Et nous devrions nous serrer la ceinture comme nous le demandent Hollande et les siens ?

Aujourd’hui, dans de nombreux secteurs, des travailleuses et des travailleurs entrent en lutte pour défendre leurs emplois, leurs salaires, leurs conditions de travail. Mais ces luttes restent le plus souvent isolées et éparpillées alors que, face aux attaques qui se multiplient contre le monde du travail, l’heure est à la préparation d’une riposte d’ensemble contre le gouvernement et le Medef : pour interdire les licenciements, pour exiger le partage du travail entre toutes et tous ainsi qu’une augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux. A notre modeste échelle nous voulons être partie prenante dans cette préparation.



## Un logement décent à un prix décent c'est un droit !

Le coût du logement est insupportable, mais les logements sociaux représentent seulement 12 % du parc immobilier et n'ont augmenté que de 3 % sous la mandature Espilondo. Anglet reste très en deçà des 25 % exigés par la loi : à peine 1 demande sur 15 est satisfaite, plus de 2 000 demandes sont en attente. Plus de 70 % de la population a des revenus lui donnant accès à un logement social. C'est bien ce type de logement qu'il faut construire. La situation est aujourd'hui dramatique. Nous estimons que



l'objectif doit être d'atteindre 25% en une mandature, en toute transparence, la municipalité informant la population des mesures qu'elle prend en faveur du logement social comme de toutes les entraves qu'elle rencontre. La commune dispose de plusieurs outils :

- Faire l'inventaire des logements vacants et utiliser la législation qui permet au maire de demander au préfet qu'il réquisitionne ces logements (ordonnances de 1945 et de 1958, puis loi de 1998).
- Utilisation du droit de préemption. Parallèlement, la municipalité doit s'interdire de vendre des terrains communaux à des promoteurs privés.
- Lancement d'une politique de construction massive de logements sociaux.
- Obligation imposée aux promoteurs d'inclure au moins 50 % de logement social dans tout projet immobilier.

## Pour une régie publique de transports en commun gratuits

La circulation automobile est de plus en plus saturée, posant de multiples et graves problèmes. Les transports en commun doivent être un service public. Ils n'ont pas à remplir les poches des actionnaires d'un grand groupe. La délégation de service public accordée à la multinationale Veolia court jusqu'en 2015. Il faut donc engager le débat maintenant.

Nous défendons :

- le retour à une régie publique, un réseau plus dense et plus efficace, écologiquement "propre". La gratuité, qui n'a rien d'utopique puisque la billetterie représente moins de 20 % du coût total des transports en commun. Environ 10 % de villes où existe un réseau urbain de transports publics ont réalisé la gratuité, comme par exemple à Aubagne (maire PCF) et à Châteauroux (maire UMP).

L'expérience montre que le nombre d'usagers a été rapidement multiplié par deux, voire par trois. L'impact sur la santé de la population et sur l'environnement est important lorsque l'on sait que l'émission de CO2 est due à plus de 50 % à la circulation automobile. Et il faut avancer vers des solutions alternatives comme le vélo avec prêt gratuit toute l'année et le développement des pistes cyclables, faire avancer le projet d'utiliser les réseaux de chemin de fer urbains existants (notamment la voie du soufre), celui des navettes fluviales...

## Combattre l'injustice de la fiscalité locale !

Dans un contexte de misère sociale, où chômage et précarité se développent, les impôts locaux sont à Anglet à la fois plus lourds et plus inégaux que dans la plupart des communes de même taille. La taxe d'habitation est le principal impôt des bas revenus et l'un des impôts les plus iniques. Son taux à Anglet est plus élevé de + 25 % que la moyenne des villes comparables. Quant à la taxe foncière, liée à la propriété, elle est nettement plus faible à Anglet (- 33 %) que dans les villes comparables. Elle doit pouvoir être augmentée sans toucher à la taxe d'habitation qui lui est actuellement liée. Nous estimons que les taxes d'habitation et foncière doivent tenir compte des revenus et être des impôts progressifs. Car il y a aussi des propriétaires qui ne sont pas riches. Pour nous, la fiscalité locale doit cesser de croître et de frapper toujours plus les classes populaires. Il s'agit d'utiliser au maximum tous les abattements possibles qui permettent de diminuer l'injustice que représente la taxe d'habitation pour les revenus modestes.

## A Anglet comme ailleurs, halte au désengagement de l'Etat !

Les subventions d'Etat aux collectivités baissent de plus en plus (encore de 1,5 milliard d'euros en 2014 et 2015) alors que les transferts de charge augmentent, comme avec la réforme des rythmes scolaires (coût : 600 000 euros à Anglet). Précisons que nous sommes contre l'application de la réforme des rythmes scolaires dans les conditions actuelles en raison du manque de moyens et du fait des inégalités que cette situation engendre entre les communes selon leurs richesses. L'Etat se désengage de plus en plus par rapport aux collectivités pour aider les entreprises privées (plus de 200 milliards par an!). Rappelons que le 10 janvier dernier, 1 milliard d'euros a été accordé à Dassault Aviation (530 millions d'euros de bénéficiaires en 2012!) pour moderniser le Rafale. Rappelons que Serge Dassault est la 5<sup>ème</sup> fortune de France avec... 13 milliards d'euros.

## Pour les droits démocratiques au Pays Basque

*Nous défendons les cultures basque et gasconne. Les ikastola remplissent un service public, celui de l'enseignement du basque par immersion. Elles sont l'un des piliers qui maintient l'Euskara, tout comme d'ailleurs les sections bilingues de l'Enseignement public. Les ikastola doivent être soutenues par la municipalité, y compris dans les questions d'investissement (nouveaux locaux, extension etc.). Et nous pensons que le débat doit reprendre pour leur intégration dans l'Education Nationale, dans le respect de leur expérience pédagogique.*

*La collectivité territoriale spécifique serait un premier pas pour la reconnaissance institutionnelle du Pays Basque. Nous sommes pour qu'une consultation de la population du Pays Basque ait lieu dans les plus brefs délais.*

*L'heure est à la résolution du conflit. Nous dénonçons le refus de dialogue de la part des gouvernements espagnol et français tout comme la répression qui perdure. Nous sommes favorables à l'adhésion de la municipalité au mouvement des "Maires pour la Paix".*

**Anglet à**  
**gauche toute**